

# « La guérilla doit s'arrêter, j'en ai marre »

« Je connais un petit peu M. Marcourt, M. Magnette et M. Demotte : ce sont des hommes très intelligents et très raisonnables. »

**Kris PEETERS**

**52** ans pour le vice-Premier CD&V fut avant cela ministre-président flamand pendant sept ans et patron de l'organisation des classes moyennes dix ans.

## Le saut d'index a été approuvé jeudi. Kris Peeters s'en explique et lance, surtout, un appel au calme.

Dans la rue comme dans le gouvernement.

● **Interview : Catherine ERNENS et Philippe LERUTH**

**Kris Peeters, vous êtes ministre de l'Emploi et de l'Économie CD&V. Jeudi, le saut d'index qui a tant été dénoncé par les syndicats, a tout de même été approuvé.**

On a fait notre boulot. On a clôturé une première phase au gouvernement. Au total, on a discuté plus de quarante heures pour approuver le saut d'index. On a aussi approuvé la norme salariale et le dispositif concernant les prépensions. C'est une première phase bouclée. Elle est très importante pas seulement pour les entreprises mais aussi pour les travailleurs, pour vous et pour moi.

**La FGTB envisage une grève générale le 12 mai. Ça vous énerve, ça vous surprend, vous comprenez ?**

Le tout. Je suis le grand défenseur du dialogue social. C'est important pour restaurer l'atmosphère. Chaque grève est un événement lourd. Il faut trouver les solutions autour de la table. La FGTB a une autre vision que la CSB ou le syndicat libéral. J'en ai parlé avec Marc Goblet et Rudy De Leeuw. J'essaie de comprendre pourquoi ils organisent des grèves. Mais il y a aussi l'accord de gouvernement. Je comprends l'impatience des partenaires sociaux qui dégagent un accord social, fait d'équilibres, et qui veulent le voir accepté tel quel. Je leur ai toujours dit que je ferais mon

## « Ces disputes ne sont une valeur ajoutée pour personne ni en Flandre, ni en Wallonie et à Bruxelles. »

possible, et j'ai négocié le texte au sein du gouvernement. Cela a toujours été le cas avec les accords sociaux, déjà sous Jean-Luc Dehaene.

### Mais les grèves continuent.

Dans les secteurs privés, les dernières semaines, on n'a pas eu de grèves. Seulement dans les secteurs publics. C'est une autre situation. Comme gouvernement fédéral, nous sommes les employeurs, et on doit trouver des solutions. Nous avons là d'autres ministres pour relancer le dialogue : Steven Vandeputte, M<sup>me</sup> Galant, et d'autres bien positionnés pour discuter avec les syndicats. Moi, mon job est de trouver une stabilité dans le secteur privé.

### La N-VA ne facilite pas un retour au calme en parlant de suppression totale de l'index ou de limitation du chômage dans le temps.

Ce sont des idées de la N-VA, mais c'est aussi un parti du gouvernement. Ce n'est pas possible de dire ça. Ce n'est pas sage du tout de leur part. Quand vous êtes membre de la majorité, ça veut dire quelque chose.

**Est-ce que cela pourrait pousser le**

### gouvernement à envisager un second saut d'index ?

Ce n'est pas dans l'accord du gouvernement. Il n'y aura pas de second saut d'index, c'est très clair. Et pour le CD&V, c'est inacceptable de toucher à l'indexation automatique des salaires. Ni maintenant, ni après 2019.

### Vous êtes devenu l'homme de gauche du gouvernement.

(rires) C'est un peu bizarre, oui. Mais je suis très clair quand on attaque le dialogue social, l'accord de gouvernement. Et puis, défendre un saut d'index, ce n'est pas très à gauche. Mais j'ai cherché des solutions plus sociales et plus acceptables pour tout le monde.

### La situation politique ressemble à une incessante guérilla.

La guérilla doit s'arrêter. J'en ai marre. Ce n'est pas au sein du gouvernement que les brûlots sont lancés. C'est en périphérie. J'en ai parlé avec Jan Jambon et avec d'autres collègues pour que ça s'arrête. Ces disputes ne sont une valeur ajoutée pour personne ni en Flandre, ni en Wallonie et à Bruxelles. On doit communiquer de manière plus forte, plus concrète, plus exacte.

### Vous considérez vous aussi que la FGTB est le bras armé du PS ?

Je respecte tous les partenaires sociaux, y compris la FGTB. J'ai compris que le saut d'index n'était pas acceptable pour eux. Pour la CSC, non plus d'ailleurs. Mais j'espère que la FGTB est bien à distance du PS. L'inverse ne serait pas sage. C'est à la FGTB de décider. Un syndicat n'a pas à avoir de finalité politique mais bien une finalité sociale. ■

## «MM. Marcourt, Magnette, Demot te sont des hommes intelligents»

**Kris Peeters, entre le fédéral et la Wallonie, le dialogue est devenu impossible.**

Je suis convaincu que le dialogue entre les niveaux fédéral et régional est tout aussi important que le dialogue social : on doit discuter, s'informer, et trouver des solutions pas seulement au niveau fédéral mais aussi avec les Régions.

On a eu un petit accident avec la discussion budgétaire, c'est vrai : là, on a constaté qu'on avait plus de 700 millions d'euros de recettes au niveau fédéral. C'était une bonne surprise, même pour moi. Mais pour les Régions, c'était négatif. Pareille situation ne doit pas se répéter à l'avenir : la loi spécifique sur le financement des Régions stipule en son article 54 qu'il faut un arrêté royal pour éviter cette situation, et j'espère qu'on arrivera à publier rapidement un tel arrêté royal.

**Vraiment ?**

On est obligé de restaurer une relation positive. C'est plus facile avec la Flandre parce que les

trois mêmes partis sont au pouvoir des deux côtés. Mais aussi avec les autres Régions : c'est plus compliqué, mais c'est nécessaire. Car il n'est positif ni pour le fédéral, ni pour la Wallonie d'avoir une atmosphère négative entre les deux niveaux de pouvoir.

**Mais annoncer par un courriel sec à la Wallonie qu'elle recevait soudain une facture de 237 millions, c'était brutal...**

Effectivement, vous avez raison : une réunion aurait été pré-

férable. Mais nous-mêmes nous avons été avertis par courrier électronique le vendredi précédant notre contrôle budgétaire. Mais c'est du passé : l'essentiel est d'éviter à l'avenir de revivre pareille situation.

**Ne faut-il pas aussi mettre en cause le mécanisme de la loi de financement ? La sixième réforme de l'État n'en a-t-elle pas fait une usine à gaz ingérable ?**

Dans le privé, au niveau des multinationales, il est tout aussi compliqué d'expliquer les flux

financiers. On doit clarifier, on doit expliquer au niveau belge, et on ne manque d'experts ni au niveau des Régions, ni au niveau du fédéral pour y arriver. Pour rédiger, adapter les méthodologies de calcul.

**Ne sommes-nous pas coincés dans un fédéralisme de compétition et d'opposition sans aucune coopération ?**

Un climat de coopération est nécessaire et j'espère qu'au moins avec les partenaires sociaux, on le trouvera. En Flandre, quand

j'étais ministre-président, j'ai travaillé au niveau régional avec une majorité, dont faisait partie la N-VA, différente de celle du fédéral : c'est donc possible d'y arriver. Je pense qu'en Wallonie aussi on veut une relation correcte avec le fédéral. Je connais un petit peu M. Marcourt, M. Magnette et M. Demotte : ce sont des hommes très intelligents et très raisonnables, et j'espère que pour eux également, il est important d'avoir une meilleure relation avec le fédéral. ■ **C.Ern. et Phi.Le.**

## La discussion fiscale sera très dure

Le saut d'index acquis « *et les possibilités d'augmentation salariale jusqu'à 0,8 % en 2016* », place, maintenant, à la négociation sur le « *tax shift* » « *Ce sera une discussion idéologique d'une très haute technicité* », annonce Kris Peeters. La négociation au sein du gouvernement « *sera très dure* », poursuit le vice-Premier ministre CD&V. *Tous les partis sont bien sûr d'accord sur la nécessité de diminuer les charges salariales, et de réduire l'impôt sur les personnes physiques. Mais c'est sur la manière de compenser ces*

*mesures qu'il sera le plus difficile de s'accorder.*

Il faudra au préalable déterminer l'ampleur de ce virage fiscal : « *dimanche dernier, sur VTM, la chaîne privée flamande, j'ai évoqué cinq milliards d'euros : cela ne représente évidemment pas un montant anodin, mais à ce que j'ai entendu, c'est également celui que cite Didier Reynders* », le vice-Premier ministre MR.

Retour à la question initiale : comment compenser ces cinq milliards de réductions fiscales ? Madré, Kris Peeters ne dévoile pas son jeu. « *Il faut*

*équilibrer les taxes indirectes sur la consommation ; les taxes environnementales ; et la taxation du capital* » ébauche-t-il.

Hausse de la TVA, donc ? Le vice-Premier ne se trahit pas. C'est qu'« *en Belgique, tout est compliqué : si on touche à l'impôt des personnes physiques, cela a des conséquences pour les Régions* ». Le virage fiscal devra « *équilibrer les trois champs d'activité* », répète-t-il. Et surtout « *éviter de donner aux contribuables le sentiment que la fiscalité qui en résultera n'est ni juste, ni équilibrée* ». **Phi.Le.**

## flamand pendant sept ans et patron de l'organisation des classes moyennes dix ans.

### Costume bleu roi, cravate rouge

«**U**n temps splendide pour faire du vélo», lance ce fanatique de cyclisme, en tentant d'enfiler une vareuse «*vêtements propres*». Il finit par y renoncer. Sur son veston, la blouse ne passe pas. Un groupe de manifestants l'attendait à l'entrée de son cabinet rue Ducale. Pour marquer le coup en ce jour anniversaire du drame qui a frappé le Rana Plaza au Bangladesh. Deux ans plus tard, la réalité des travailleurs du textile reste effroyable.

Kris Peeters prend le temps et attrape quelques rayons de soleil au passage. Deux jeunes femmes se pressent pour prendre un selfie avec lui. Le sourire large et l'océllade appuyée, il prend la pose.

Costume bleu roi, cravate rouge, le vice-Premier CD&V rayonne. Il vient siffler la fin des chamailleries. «*Sagesse*» et «*dialogue*» sont les maîtres mots de son discours. Il tacle au passage, d'un coup de pied appuyé, les «*débordements*» de la N-VA «*à l'extérieur du gouvernement*». Il renvoie chaque minis-

tre du gouvernement à ses responsabilités. Lui est chargé du dialogue social dans le secteur privé. Quand les fonctionnaires font grève, ce n'est pas de son ressort. Il le dit. Il sourit. Et revient à ses dossiers.

Celui qui fut patron de l'Unizo, l'organisation des Classes moyennes flamandes, aura régné sur la Flandre comme ministre-président sept ans durant. Finalement en charge de l'Emploi et de l'Économie, le voici grand médiateur des partenaires sociaux. Kris Peeters est devenu le vice-Premier le plus ambidextre qui soit.

Lui qui fut toujours plutôt à la droite de son parti centriste est désormais le «*dernier*» homme en qui la gauche placerait quelque espoir. Un rôle difficile. Un temps, on lui avait d'ailleurs prêté l'intention de fuir ce gouvernement pour une carrière dans le privé. Celui qui est devenu étonnamment, mais désormais avec le sourire, la conscience sociale du gouvernement assure à présent qu'il n'en sera rien. ■ **C.Ern.**